

Et si l'Avenir passait par une coopérative ?

« Pourquoi faut-il sortir L'Avenir de Nethys ? Parce qu'il y a une rupture de confiance » **Albert JALLET, AJP**

18 Les neuf éditions de « L'Avenir » seront imprimées chez Rossel dès le 18 décembre.

Que vont devenir les Éditions de l'Avenir ? Un portage par la Région ? Un rachat par un autre groupe de presse ? Une intégration renforcée au sein de Nethys ? Lors des auditions organisées hier au Parlement wallon sur la restructuration en cours, l'Association des journalistes professionnels (AJP) a avancé sa propre piste.

● La rédaction

« **P**ourquoi faut-il sortir L'Avenir de Nethys ? Parce qu'il y a une rupture de confiance. Nethys a peut-être voulu s'acheter une danseuse. Si c'est le cas, la danseuse s'est révélée avoir les deux pieds sur terre dans une farouche résistance aux pressions de l'actionnaire. Le personnel paie-t-il son absence de docilité ? » avance Albert Jallet. Le journaliste est aussi délégué AJP (Association des journalistes professionnelles) aux Éditions de l'Avenir. Les fameuses auditions sur la presse francophone étaient enfin organisées hier au Parlement wallon. Il aura fallu six mois pour y arriver mais elles débarquent en pleine actualité.

L'approche de l'AJP est celle-ci : « Il faut retirer immédiatement L'Avenir de Nethys. Il faut enrayer cette spirale négative dans laquelle le quotidien risque de périliter ».

Les synergies entre Voo et le quotidien n'ont pas été mises en place et l'AJP a de gros doutes sur la rationalité économique de ce type de projet câble-presse : « Ce n'est

pas parce qu'on a des "tuyaux" qu'on y valorise un contenu média. En outre, toutes les décisions d'investissement proposées par les cadres ou et les équipes de l'Avenir ont été bloquées ou refusées par Nethys », rappelle Albert Jallet.

Voilà pour les critiques, du moins en partie. Mais il y a aussi au moins une proposition : la coopérative.

Du portage à la participation du personnel et des lecteurs

Puisque l'AJP ne croit pas à un statu quo conditionné à un plan de licenciement massif, pas plus qu'elle ne croit à un rapprochement ou une fusion avec le groupe Rossel (*Sudpresse, Le Soir*), puisque l'autre groupe de presse IPM (*La Libre, La Dernière Heure*) représenterait « le scénario le moins dommageable, mais sous réserve », l'Association des journalistes professionnels suggère un quatrième scénario. Celui d'une reprise du journal par une SCOP, une société à gestion coopérative et participative des salariés de L'Avenir et de ses lecteurs.

Ils ne seraient pas seuls. Les coo-

pérateurs pourraient s'associer à des partenaires publics, à un ou plusieurs opérateurs industriels... Et puisque l'opération réclame du temps, un portage de la Région wallonne pourrait alors être envisagé dans un premier temps et pour une durée forcément limitée.

On peut toujours rêver ? « Ça n'a rien d'utopique », souligne l'AJP. Qui rappelle que des quotidiens comme *Nice Matin* il y a quelques années ou *Libération* ont ouvert la marche en France. Les exemples belges existent aussi, dans d'autres secteurs d'activité. Ils fonctionnent tous sur un mode de gouvernance participative, où par ailleurs les travailleurs détiennent une partie significative du capital et deviennent des « travailleurs-associés ». « Nous appelons les mandataires à accompagner la création d'une SCOP L'Avenir. Les équipes de l'Avenir ont suffisamment montré qu'elles pouvaient gérer le journal. On rappelle que L'Avenir a été acquis avec de l'argent public. Il est donc logique que ce journal continue à appartenir au public, à ses lecteurs, à ses travailleurs », termine le délégué AJP. ■

TIMING

Une urgence... ou pas ?

Tous les acteurs de cette audition ont abordé en préambule une même question : y a-t-il une urgence à opérer un plan de restructuration ?

Pour le CEO des Éditions de l'Avenir, Jos Donvil, c'est clair : c'est le moment, c'est l'instant, dit-il. Si des économies ne sont pas faites tout de suite, la situation va continuer à se dégrader rapidement, parce que le marché de la presse et de la publicité est sous pression.

François le Hodey, CEO d'IPM, estime lui aussi qu'il y a urgence. C'est d'ailleurs pour ça, dit-il, qu'il est intervenu dans le débat. Lui aussi, comme Jos Donvil, estime qu'il faut que les EDA se consolident. Mais pas comme c'est actuellement envisagé au travers d'un pôle « telco » avec Voo. En substance, le Hodey juge que, comme en Flandre, la consolidation doit bel et bien se faire avec d'autres acteurs de la presse. D'autant, ajoute-t-il que si, comme cela circule, Voo devait être englobé par l'opérateur Orange, ce dernier ne serait apparemment pas intéressé par le pôle presse de

Photo News

Nethys. De quoi faciliter alors l'adossement des EDA à Rossel puisque, conclut-il, la consolidation avec l'éditeur du *Soir* et de *Sud-presse* a d'ores et déjà commencé à travers la décision d'imprimer *L'Avenir* chez Rossel.

Du côté du personnel de *L'Avenir*, l'urgence des économies n'est pas forcément une réalité. Comme l'explique Philippe Leruth de la CNE : « *Contrairement aux annonces faites publiquement par leur administrateur délégué, les Éditions de l'Avenir ne sont pas une entreprise en difficulté : les deux derniers exercices déficitaires, de 300 000 euros en 2016 et de 600 000 euros en 2017 ont été précédés de plusieurs exercices excédentaires ; et rien que le passage du centre d'impression de Corelio Printing au centre d'impression de Rossel permettra d'épargner environ un million d'euros sur base annuelle* ».

Les ventes et prestations de l'entreprise, conclut-il, ont été en constante augmentation de près de 20 % de 2012 à 2016, et n'ont connu qu'un léger ralentissement, de 53,93 millions d'euros en 2016, à 52,12 millions en 2017. ■

GOUVERNANCE

Quatre ans sans action

Devant les députés du Parlement wallon, le patron des Éditions de l'Avenir Jos Donvil présente ses plans de redéploiement et de synergies entre le pôle « Telco » (Voo) et le quotidien. Le représentant de la Société des rédacteurs Manus Wilputte réagira un peu plus tard : « *On a vu à peu près le même genre de slides il y a quatre ans : des tuyaux, de la matière à y mettre... Mais on n'en a jamais vu les aspects concrets* ».

La question a été répétée à plusieurs reprises par les députés wallons : comment expliquer la gestion « calamiteuse » de ces quatre dernières années au sein des ÉdA ? Les députés ont entendu l'actuelle direction remettre en cause l'ex-management. Rien n'aurait été proposé par les prédécesseurs de Jos Donvil. Philippe Leruth (CNE) ne laisse pas passer : « *Quentin Gemoets (ex-CEO) a envoyé des courriers à Pol Heyse (Nethys, président du CA des Éditions de l'Avenir). Le personnel aussi. Il n'y a jamais eu un accusé de réception à nos courriers. Donc, quand on*

incrimine les ÉdA, c'est non seulement injuste mais aussi inique ».

C'est un constat unanime, du côté de tous les intervenants, députés comme patrons de presse et représentants du personnel : il ne s'est donc rien passé pendant quatre ans, depuis le rachat des ÉdA par Nethys.

Jos Donvil insiste. « *Je suis tout à fait d'accord. On a perdu du temps. Le management n'a pas été assez agressif ou la volonté pour mutualiser davantage le pôle Telco et la presse n'était pas assez grande. On le fait maintenant. On va changer cela.* »

Et face aux doutes des députés, qui se demandent par quel coup de baguette magique les synergies se mettraient soudain en place, Jos Donvil ne se démonte pas davantage et cite un sage japonais. « *Le bon moment pour planter un arbre, c'est il y a vingt ans et aujourd'hui. Pour nous, c'était il y a quatre ans et aujourd'hui. Nous, on croit que c'est le bon moment de le faire. Ça nous permet de changer les structures et d'organiser avec le pôle Telco* », maintient-il. ■

IMPRIMERIE ET FORMAT

Un journal le 18 décembre ?

Le 18 décembre prochain, les neuf éditions de *L'Avenir* seront imprimées sur les rotatives de Rossel, à Nivelles. « *Le choix de Rossel, précédé des accords publicitaires entre les Éditions de l'Avenir, nous paraît ouvrir une autoroute vers une intégration des Éditions de l'Avenir dans le groupe Rossel* », résume Philippe Leruth pour la CNE.

C'est aussi le sentiment du patron du groupe IPM François le Hodey et de plusieurs députés wallons.

Le CEO des Éditions de l'Avenir Jos Donvil soutient le contraire : « *Il n'en est pas question. Partout en Europe des groupes de presse impriment les journaux de groupes concurrents. Ceci n'est pas un rapprochement de plus avec Rossel. J'étais à peine dans la maison que j'ai arrêté un projet de mutualisation des régies (publicitaires) avec Rossel. Si on était sur un trajet de rachat, je ne l'aurais jamais arrêté* ».

Il faut rappeler que ce choix d'imprimerie se double aussi d'un nouveau format : le format berlinois, plus grand que celui que connaît *L'Avenir* aujourd'hui, qui

correspond à celui du *Soir* et de *Sud-presse*, les deux principaux titres du groupe Rossel.

Outre le fait que ce format est rejeté par une grosse majorité des lecteurs de *L'Avenir*, sondés à ce sujet, le choix a été annoncé il y a une dizaine de jours aux équipes

à qui il avait été demandé de travailler sur un autre format, très différent : le demi-berlinois.

« *Ils peuvent jeter tout le boulot qui a été fait. C'est inhumain et stupide* », commente Manu Wilputte (Société des rédacteurs).

D'où la question du député écolo Stéphane Hazée : y aura-t-il un journal

le 18 décembre, avec toutes ses éditions ? Le directeur des rédactions Philippe Lawson assure que oui : « *Les équipes sont motivées* ». Mais le CEO Jos Donvil se montre d'une prudence extrême. « *C'est l'élément qui me fait le plus peur : le temps est hypercourt. Les gens font énormément d'efforts pour le réaliser. Mais je suis d'accord, le délai est quasi impossible et reste quand même très difficile à atteindre.* » ■

RESTRUCTURATION

Faire plus avec moins ?

« **E**n tant qu'administrateur délégué, mon rôle est de créer un futur pour ce journal, avec un plan ambitieux grâce auquel on veut devenir numéro 1 en Wallonie », postule Jos Donvil.

Fort bien, disent en chœur les députés wallons, mais comment imaginer qu'on puisse faire un meilleur produit avec 25 % de personnel en moins ? Après tout, Jos Donvil ne parle-t-il pas de l'importance fondamentale du contenu alors même que, précisément une bonne partie de la rédaction va devoir quitter le navire ?

C'est dur humainement, réplique Jos Donvil, mais c'est la seule manière de s'en sortir, ajoute-t-il en substance.

Du côté d'IPM et de François le Hodey, on ne le nie pas non plus : oui, si IPM reprend *L'Avenir*, il est clair que des synergies devront être mises en place, et que certains départs de-

ront être actés. Mais les économies peuvent aussi se faire ailleurs, dit-il, pour « préserver » les rédactions qui sont nécessaires pour produire du contenu.

« Ce que nous proposons, c'est une solution structurante qui respecte le pluralisme et l'indépendance. Une solution que les autorités de la concurrence devraient accepter dans un délai court. Or, le temps joue contre *L'Avenir* et il faut aller vite », juge encore le Hodey.

Côté personnel, c'est aussi l'incrédulité à l'égard d'un plan de restructuration aussi drastique.

Raison pour laquelle tant Philippe Leruth, pour la CNE, qu'Emmanuel Wilputte pour la Société des rédacteurs, ont plaidé, une fois de plus, pour une temporisation sous forme d'un portage de la Région wallonne et d'une sortie du groupe Nethys afin d'envisager sereinement l'avenir de *L'Avenir*. ■